



## AVIS DE VACANCE

### EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires\*, au plus tard le  
19/10/2022, au SGAE à

Dominique CHARNASSE, adjoint au chef de bureau

[dominique.charnasse@sgae.gouv.fr](mailto:dominique.charnasse@sgae.gouv.fr)

Simon LOREAL, adjoint au chef de bureau

[simon.loreal@sgae.gouv.fr](mailto:simon.loreal@sgae.gouv.fr)

Copie à David SZWARCBERG, chef du bureau « Coordination, communication, relations publiques, influence »

[david.szwarcberg@sgae.gouv.fr](mailto:david.szwarcberg@sgae.gouv.fr)

*\* Tout dossier de candidature adressé directement au SGAE par le candidat ne pourra être recevable.*

<b>Intitulé du poste:</b> (DG-DIR-UNITE)	<b>TAXUD-A-3</b>
<b>Chef d'unité :</b> <b>Adresse e-mail :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Poste :</b> <b>Nombre de postes disponibles:</b> <b>Prise de fonction souhaitée :</b> <b>Durée initiale souhaitée :</b> <b>Lieu d'affectation :</b>	<b>Gaëtan Nicodème</b> <a href="mailto:Gaetan.nicodeme@ec.europa.eu">Gaetan.nicodeme@ec.europa.eu</a> +32 2 29 69751 <b>Système d'information préalable de l'UE réformé sur le fret (ICS2)</b> <b>1</b> <b>4<sup>ème</sup> trimestre 2022<sup>1</sup></b> <b>2 ans<sup>1</sup></b> <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: .....
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
<b>Cet avis est également ouvert</b> <input type="checkbox"/> <b>aux pays AELE suivants :</b> <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> <b>Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)</b> <input type="checkbox"/> <b>aux pays tiers suivants:</b> <input type="checkbox"/> <b>aux organisations intergouvernementales suivantes:</b>	

### 1. Nature des fonctions

Le candidat retenu fera partie de l'équipe chargée du développement et de la mise en œuvre du système d'information préalable de l'UE réformé sur le fret (ICS2). Le candidat soutiendra les activités d'analyse des risques dans le cadre de la fourniture et de la mise en œuvre de la capacité d'analyse et de son utilisation par les experts en gestion des risques douaniers en interne et dans les États membres. Le nouveau collègue fera partie d'une équipe d'experts chargés de diverses questions d'analyse des données douanières et contribuera, grâce à son expertise, ses connaissances et ses compétences, à la gestion des risques en matière douanière.

Le candidat retenu aidera en particulier les utilisateurs finaux à explorer et à définir l'utilisation des outils d'analyse ICS2 et fournira un soutien à l'application de critères de risque communs et d'autres enrichissements au sein de ces outils, y compris dans le contexte de domaines de contrôle prioritaires communs (« priority control areas ») et de la gestion des crises. Le candidat retenu contribuera également à

<sup>1</sup> Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

l'amélioration continue des capacités et outils d'analyse informatique ICS2 du point de vue de la mise en œuvre opérationnelle de la gestion des risques et de l'expérience sur le terrain, en collaborant, en collectant et en consolidant les besoins des États membres et des experts de la Commission.

Le candidat retenu rédigera la documentation relative au projet, examinera ou commentera la documentation produite par d'autres parties (contractants, autres unités) et participera aux réunions internes et externes du projet. Le travail quotidien comprendra la planification, la gestion, le contrôle et l'établissement de rapports sur les travaux, la gestion des changements et des problèmes, ainsi que l'examen des éléments livrables du projet. Il fournira des conseils, contribuera à des séances d'information sur des dossiers spécifiques et horizontaux et à la définition d'objectifs stratégiques. Il assurera la liaison avec les États membres pour élaborer et proposer des solutions, et rédigera des documents de travail pour les comités (y compris ceux de haut niveau). Il entretiendra des contacts réguliers et des échanges d'informations avec les parties prenantes, participera à des réunions interservices, à des groupes de travail, à des comités ou à d'autres groupes, ainsi qu'à la préparation de réunions avec des organisations internationales sur les questions douanières.

## **2. Qualifications requises**

### **a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

### **b) Critères de sélection**

#### Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : : économie, commerce, science des données, informatique, statistiques, économétrie, physique, mathématiques, sciences politiques, sciences sociales, sciences du système, ingénierie, sciences militaires, administration publique, éducation, chimie, administration des entreprises, transports.

#### Expérience professionnelle

3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion des risques douaniers. Une expérience supplémentaire en matière d'analyse des données appliquées en matière de gestion des risques en matière douanière, d'analyse de données pour la détection des fraudes et d'analyse de données en matière de détection de la criminalité est un atout.

#### Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

La maîtrise de l'anglais est obligatoire.

### **3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

### **4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fautive pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

### **5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

#### **Informations de contact**

##### **- Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la

collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, [HR-B1-DPR@ec.europa.eu](mailto:HR-B1-DPR@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.